

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | Jeudi 24 novembre la chambre d'agriculture a tenu sa session d'automne à l'instar de sa collègue haut-alpine et à la veille d'une mobilisation départementale.

Une session à enjeux avec de nombreux points de vigilance

La session d'automne de la chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence s'est ouverte le jeudi 24 novembre dans une atmosphère tendue avec différentes parties qui s'observaient. En effet, le préfet Marc Chappuis avait été prévenu peu de temps auparavant que les agriculteurs bas-alpins avaient prévu de « lui rendre visite » le lendemain (vendredi 25 novembre, voir ci-dessous) pour exprimer leur colère et leur détresse. Une grogne qui n'a pas manqué de ressortir tout au long de la session de la chambre consulaire même si les échanges sont restés techniques et très courtois. C'est donc dans cette ambiance particulière que le président Frédéric Esmiol a débuté son allocution. Il a commencé par présenter le nouvel agent comptable de la chambre d'agriculture Sébastien Dorp qui succède à Patrick Grunberg qui a occupé cette fonction durant vingt ans. Le président a ensuite enchaîné sur la conjoncture nationale et internationale qui impacte de « plein fouet » le monde agricole. Des impacts qui affectent toutes les filières qu'il s'agisse de la viticulture avec le prix des bouteilles en verre qui flambe sans que les prix, eux, n'augmentent ou les PAPAM avec l'envol des coûts de production, les difficultés du marché en arboriculture, les prix du bio qui baissent, etc. Les représentants de ces filières en crise ont pris la parole par la suite pour témoigner de leur désarroi et rentrer plus dans le détail (voir encadré ci-dessous).

Faire progresser l'agriculture

Autre sujet de préoccupation pour les agriculteurs évoquée par Frédéric Esmiol les démarches administratives « sources d'exclusions, pour tous ceux qui, ne souffrant pas comme un ancien ministre de la



La session présidée par Frédéric Esmiol a débuté dans une atmosphère tendue et un climat d'observation mutuel compte tenu de la manifestation qui devait se tenir le lendemain.

République de phobie administrative, se trouvent dépassés par la multiplication des déclarations à réaliser. Au nom de la simplification administrative, l'État reporte dorénavant la complétude de différents dossiers sur des plateformes dématérialisées (...). Si bien évidemment rien n'est vraiment très compliqué, une fois de plus, c'est l'agriculteur qui se substitue à l'administration. Une fois de plus, le métier se complexifie sous couvert du droit à l'erreur ou d'un soi-disant suivi des parcelles qui ressemble, à s'y méprendre, à des contrôles ».

Il a, ensuite, interpellé le préfet : « il vous appartient de déterminer des perspectives et de faire œuvre de pédagogie pour entraîner tous les exploitants. La chambre d'agriculture sera toujours à vos côtés pour faire progresser l'agriculture, par contre elle aura à cœur de dénoncer des sanctions inappropriées et injustes ».

Concernant la Pac Frédéric Esmiol a réitéré les propos qu'il avait tenu dans son éditorial de notre précédent numéro en rappelant que les Alpes-de-Haute-Provence étaient en grande partie « entretenues par la

dent de l'animal » et que le système d'écorégimes qui défavorisait les estives collectives n'était pas acceptable au risque de fragiliser tout l'écosystème pastoral départemental.

Quelques semaines après les Assises de l'eau la question de la gestion et du partage de la ressource est toujours aussi prégnante et le président a salué la feuille de route qui en a résulté qui permet « d'appréhender avec confiance les discussions à venir ». Il a également lancé un appel à l'aide à « stocker les mètres cubes dont l'agriculture a besoin pour demeurer compétitive et créer de la richesse dans notre département ».

Accompagner les transitions

Pour achever son propos il a appelé à la définition d'un projet agricole clair élaboré en concertation avec tous les paysans. « À une époque où notre société se construit sur des interdits, l'agriculture a besoin de perspectives qui suscitent l'enthousiasme et l'investissement. J'espère que la loi

d'orientation agricole, actuellement en discussion, répondra à cette ambition » déclarait-il. Enfin, il a conclu sur une note d'optimisme : « nous avons la chance, d'être parmi les rares départements de France où les courbes des installations et des départs à la retraite se croisent avantageusement (...) Il est, je crois, de notre responsabilité à la chambre d'agriculture d'accompagner cette transition. Si plusieurs projets, réunissant des groupes d'agriculteurs motivés, sont déjà conduits dans cette direction : amélioration des pratiques agricoles, réduction des intrants, captage du carbone, gestion économe de l'eau..., nous devons dorénavant massifier nos actions pour entraîner le plus grand nombre des exploitants ».

Il laissait le mot de la fin à Danton : « de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace » ajoutant « sachez qu'à la chambre d'agriculture nous n'en manquons pas ».

Bernard Savornin, le directeur général de la chambre consulaire a ensuite pris la main pour présenter les budgets de la structure qui, comme son homologue haut-alpine, voit ses dépenses fortement impactées par la crise énergétique et la fiscalité.

Olivier Pascal, vice-président et Sébastien Bougerol, responsable du pôle entreprises et formation ont présenté la nouvelle mouture de la Pac mettant en exergue les points de vigilance et présentant des exemples concrets locaux.

Un préfet sous tension

Il fut ensuite temps de passer aux questions d'actualité (voir encadré) avant que la parole ne soit laissée aux personnalités avec en tête Jean-Claude Castel, représentant la présidente du Conseil départemental qui en tant qu'agriculteur a appelé à « se serrer les coudes » et à mettre en place des « mesures drastiques » sur la question du loup. Il a rappelé que le Département avait provisionné un million d'euros dans son budget pour l'agriculture et qu'il épaulait la

chambre d'agriculture sur plusieurs dossiers comme une étude sur l'agriculture de montagne ou la promotion avec la participation au Salon international de l'agriculture. Lui aussi, a fini son allocution en citant un grand homme, le général de Gaulle : « un pays ne peut pas être un grand pays, s'il n'est pas capable de se nourrir ».

La conclusion de cette session est évidemment revenue à l'État par la voix de Marc Chappuis qui attaquait son intervention de la sorte : « il m'est arrivé d'avoir des circonstances plus favorables pour m'adresser à la profession. Je comprends que les sujets d'inquiétudes ne manquent pas ». Il est ensuite revenu sur la Pac en affirmant avoir bien identifié les points de vigilance qu'il ferait remonter pour que la « ferme 04 » soit entendue. Sur la prédation il a rappelé les chiffres et les actions menées par l'État notamment la rédaction du nouveau Plan national loup souhaitant le passage du loup en espèce « protégée » et non plus « strictement protégée ». « Le loup n'est plus une espèce menacée mais menaçante », déclama-t-il. Il a reconnu un phénomène d'urgence dans le département.

Il a, par ailleurs, annoncé l'ouverture au 1^{er} trimestre 2023 de l'indemnisation pour le gel d'avril-mai 2022 en profitant pour rappeler la mise en place en janvier du nouveau système d'assurance récolte.

Sur l'eau, il a encouragé la mise en place de nouveau PGRE, a affirmé que le Plan action sécheresse (PAS) serait revu en début d'année et que l'anticipation serait le maître-mot.

Il est revenu sur les sujets de tensions qui motivaient la manifestation du lendemain avançant les mêmes arguments et annonces qu'il déploierait devant la délégation reçue en préfecture (voir page suivante).

Pour finir, il a insisté sur la présence de l'État aux côtés des agriculteurs et sur sa volonté de dialogue. Une référence très claire à la prochaine mobilisation. ■

Alexandra Gelber

Les grandes questions d'actualité

► **L'augmentation des coûts de production** : Thierry Gaudin, arboriculteur et élu de la chambre d'agriculture : « c'est un tsunami de hausses des prix. Tous les domaines de l'agriculture sont touchés. La guerre en Ukraine a bon dos. On ne s'en rend pas compte mais on va vers des temps très difficiles et c'est toute la ferme 04 qui a des raisons d'être inquiète ».

Benoit Cassan, distillateur et producteur de PAPAM : «heureusement' que nous avons eu une mauvaise récolte car les distilleries ont été fortement impactées. La situation est préoccupante, voire grave. Nous avons 1, 5 voire 2 récoltes d'avance sachant que la consommation a plongé ».

Frédéric Port, président de la cave coopérative de Pierrevert, « le prix des bouteilles est passé de 26 cts à 44 cts. Les marges baissent et la grande distribution ne veut pas d'augmentation de tarifs. Ce sont les viticulteurs qui vont devoir mettre la main à la poche ».

► **Loup** : Olivier Pascal, vice-président : « le PNL arrive à son terme avec un bilan catastrophique. Pourtant, jamais les éleveurs bas-alpins ne se sont autant protégés, jamais la Brigade loup n'a été aussi présente sur le territoire et jamais les louvetiers nous ont autant protégé. Rien n'y fait pour faire baisser les attaques, on ne voit pas le bout du tunnel. Nous devons passer à un plan de régulation et les chasseurs doivent venir nous aider ».

► **Dégâts de gibiers** : Jean-Luc Ferrand, éleveur et élu : « c'est la double peine pour les agriculteurs : ils ont eu des dégâts et ne savent pas quand, ni, s'ils seront indemnisés ».

► **Agriculture biologique** : Sandrine Faucou, élue à la chambre régionale en charge du bio : « nous avons un département historiquement très bio et une région exceptionnellement bio. Il y a une baisse de la consommation de bio mais moins que la baisse de consommation de produits en général. Beaucoup de producteurs sont en circuits courts donc il y a un effet tampon et il n'y a pas de filières en difficulté mais il faut rester vigilants et faire remonter les problématiques ».

► **Eau** : Gérard Brun, vice-président : « Le PAS était dans sa première année il n'était, certes, pas parfait mais on a essayé de défendre tout le monde. Il faut peut-être y apporter des améliorations. J'appelle aussi l'État à plus de réactivité et à tenir compte des alertes mais aussi à faire preuve de bon sens dans les contrôles ».